

Utilisation de données secondaires et signature scientifique lors de l'évaluation d'une intervention en santé mondiale

Valéry Ridde

Volume 1, numéro 2, 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1058278ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1058278ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Programmes de bioéthique, École de santé publique de l'Université de Montréal

ISSN

2561-4665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Ridde, V. (2018). Utilisation de données secondaires et signature scientifique lors de l'évaluation d'une intervention en santé mondiale. *Canadian Journal of Bioethics / Revue canadienne de bioéthique*, 1(2), 39–40.
<https://doi.org/10.7202/1058278ar>

Résumé de l'article

Dans le domaine de la santé mondiale, les bailleurs de fonds internationaux financent de nombreuses interventions dont ils souhaitent l'efficacité. Ils financent ainsi parfois des évaluations externes, le plus souvent menées par des chercheurs du Nord, pour en faire la démonstration. En outre, il existe de multiples bases de données, souvent collectées par les chercheurs du Sud, utiles pour réaliser ce type d'études. Mais cette multiplicité d'acteurs, de collaboration, d'enjeux et de potentiels conflits d'intérêts pose des défis importants sur le plan de l'utilisation de données secondaires et de la signature scientifiques des publications qui peuvent en découler. Cette étude de cas propose une réflexion à cet égard.

All Rights Reserved © Valéry Ridde, 2018



Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

ÉTUDE DE CAS / CASE STUDY

Utilisation de données secondaires et signature scientifique lors de l'évaluation d'une intervention en santé mondiale

Valéry Ridde^{1,2}**Résumé**

Dans le domaine de la santé mondiale, les bailleurs de fonds internationaux financent de nombreuses interventions dont ils souhaitent l'efficacité. Ils financent ainsi parfois des évaluations externes, le plus souvent menées par des chercheurs du Nord, pour en faire la démonstration. En outre, il existe de multiples bases de données, souvent collectées par les chercheurs du Sud, utiles pour réaliser ce type d'études. Mais cette multiplicité d'acteurs, de collaboration, d'enjeux et de potentiels conflits d'intérêts pose des défis importants sur le plan de l'utilisation de données secondaires et de la signature scientifique des publications qui peuvent en découler. Cette étude de cas propose une réflexion à cet égard.

Mots clés

santé mondiale, recherche évaluative, données secondaires, enjeux éthiques, signature scientifique

Abstract

In the area of global health, international donors fund many interventions that they want to be effective. They sometimes fund external evaluations, most often conducted by northern researchers, to demonstrate effectiveness. In addition, there are multiple databases, often collected by researchers from the South, useful for this type of study. But the multiplicity of actors, collaborations, issues and potential conflicts of interest pose significant challenges in terms of the use of secondary data and the scientific authorship of publications that may result. This case study offers some thought in this regard.

Keywords

global health, evaluative research, secondary data, ethical issues, scientific authorship

Introduction

Dans le domaine de la santé mondiale, de multiples interventions sont mises en œuvre dans les pays du Sud dont le financement provient largement de bailleurs de fonds du Nord. Elles sont organisées par des intervenants et des experts des pays concernés, parfois appuyés par des experts du Nord. Afin de rendre des comptes aux contribuables du Nord, mais aussi pour s'interroger sur l'efficacité des solutions proposées, ces mêmes bailleurs de fonds financent aussi des évaluations de ces interventions. La réalisation de ces évaluations est recommandée, par exemple, par le Comité d'aide au développement de l'OCDE. Au-delà des évaluations internes et autre suivi que les intervenants réalisent pour améliorer leurs interventions [1], ils commandent aussi, souvent, des évaluations externes. Ainsi, la distance à l'objet et la rigueur de l'analyse sont essentielles à la qualité et la probité des résultats présentés lors d'une évaluation d'impact [2]. Mais cette distance peut aussi faire en sorte de ne pas comprendre en détail comment l'intervention fonctionne et pourquoi elle a produit ces impacts, ou pas [3]. Évidemment, comme ces bailleurs financent tant l'intervention que l'évaluation, les enjeux autour des conflits d'intérêts peuvent être importants, même en faisant appel à des personnes non impliquées dans les actions. Les exemples sont nombreux en santé mondiale à cet égard [4]. En outre, la réalisation de ces évaluations d'impacts pose des soucis d'ordre méthodologique majeur [2]. En effet, rares sont ces interventions où l'utilisation d'une démarche expérimentale est possible, ou souhaitable, où des données empiriques auraient été collectées avant et sans les actions envisagées. Les chercheurs évaluateurs, qui sont le plus souvent du Nord, doivent donc se retourner vers des approches de type quasi-expérimentales [2] et utiliser des données secondaires [5], autrement dit, des données collectées par d'autres équipes, souvent du Sud, dans le cadre d'autres projets. C'est dans ce contexte que nous présentons cette étude de cas fictive inspirée de plusieurs histoires réelles.

Une étude de cas dans un pays de l'Asie du Sud-Est

La Banque Internationale de l'Urgence (BIU) souhaite analyser les effets de son intervention humanitaire dans les camps de réfugiés de Baboye, une région d'un pays du Sud-Est asiatique. Cela fait plus de 10 ans qu'ils interviennent dans ces camps, plus de 12 millions de dollars y ont été dépensés pour améliorer la santé des populations et notamment réduire la présence des maladies diarrhéiques des enfants. En 2008, cinq ans après son intervention, la BIU avait commandé une évaluation à un consultant australien. Ce dernier, expert en évaluation de programme, mais ne disposant pas de compétences poussées en épidémiologie, a effectué cette analyse. Son rapport affirme que l'intervention humanitaire a été efficace, mais la méthode qu'il a employée n'est pas solide. Elle est entachée de nombreux biais. Malgré cela, puisque le rapport est positif, la Banque a poursuivi son investissement dans cette intervention pendant plus de six ans encore. Cependant, la BIU a besoin de preuves encore plus solides, car de plus en plus de ses fonctionnaires s'interrogent sur l'efficacité de cette aide. Ainsi, ils savent que vous êtes l'un des grands experts internationaux de l'évaluation d'impact. Vous êtes professeur à l'université de Cambridge en Angleterre, mais vous n'êtes jamais allé dans ce pays. Profitant de la disponibilité de nouvelles bases de données populationnelles, grâce à plusieurs enquêtes réalisées par des ONG auprès d'une population représentative de celles vivant dans les camps de réfugiés, la BIU vous contacte. Aucun appel d'offres n'est lancé, il s'agit d'un contrat négocié de gré à gré. La BIU vous donne ainsi un contrat de 35 000\$ ainsi que l'accès à huit bases de données provenant d'ONG du pays. Elles

Correspondance / Correspondence: Valéry Ridde, valery.ridde@ird.fr

ISSN 2561-4665

2018 V Ridde. [Creative Commons Attribution 4.0 International License](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Les éditeurs suivront les recommandations et les procédures décrites dans le [Code of Conduct and Best Practice Guidelines for Journal Editors](#) de COPE. Plus précisément, ils travaillent pour s'assurer des plus hautes normes éthiques de la publication, y compris l'identification et la gestion des conflits d'intérêts (pour les éditeurs et pour les auteurs), la juste évaluation des manuscrits et la publication de manuscrits qui répondent aux normes d'excellence de la revue.

The editors follow the recommendations and procedures outlined in the COPE [Code of Conduct and Best Practice Guidelines for Journal Editors](#). Specifically, the editors will work to ensure the highest ethical standards of publication, including: the identification and management of conflicts of interest (for editors and for authors), the fair evaluation of manuscripts, and the publication of manuscripts that meet the journal's standards of excellence.

ont donné l'autorisation par écrit de leur exploitation. Vous avez recruté un chercheur postdoctoral et une étudiante au doctorat pour vous aider dans le nettoyage de la base de données et les analyses subséquentes.

La personne qui pilote cette évaluation de l'intervention humanitaire au sein de la BIU est une jeune qui vient de terminer son doctorat en éducation, mais qui n'a pas obtenu de poste universitaire pour le moment. C'est elle qui a négocié les termes du contrat avec vous et qui est chargée par la BIU d'en suivre la mise en œuvre et de vous soutenir en cas de besoin, notamment dans l'accès aux soins. Cependant, vous restez le responsable scientifique de l'évaluation. Cette jeune personne est cependant une experte de certaines méthodes d'évaluation. Ainsi, au cours du mandat, il se trouve qu'elle discute très souvent de vos choix méthodologiques, parfois pour vous proposer des améliorations et parfois pour remettre en cause vos compétences et vos décisions techniques. Mais vous continuez vos analyses de données secondaires, car vous en avez l'expérience depuis 30 ans.

Cependant, il vous manque encore quelques données contextuelles et vous voulez en savoir un peu plus sur ce qui se passe sur place. Ainsi, le chercheur postdoctoral fait une mission de 10 jours sur place pour mieux comprendre l'intervention et confirme que la BIU est très impliquée dans sa mise en œuvre et sa défense. Elle a dépensé beaucoup d'argent dans ce projet et souhaite qu'il montre des preuves d'efficacité. Malheureusement, après plusieurs mois de travail, de multiples analyses, les résultats ne sont pas probants. Les données montrent que l'intervention n'a pas été efficace, l'état de santé des populations et le niveau des maladies diarrhéiques n'ont jamais baissé après plus de 10 ans d'actions et d'investissements. La personne de la BIU devient de plus en plus pressante, elle vous suggère toujours plus de méthodes et d'analyses différentes pour tenter de trouver des résultats positifs... mais rien n'y fait, globalement, l'intervention n'a apporté aucun changement. Finalement, même si les différentes présentations des résultats dans le pays et au siège de la Banque sont souvent tendues, cette dernière finit par accepter les analyses et le rapport. Le solde du contrat est payé.

En tant que chercheur, vous souhaitez évidemment publier les résultats dans une revue savante renommée. Vous souhaitez que votre jeune collègue chercheur postdoctoral évoque cette question pendant la dernière réunion avec la personne en charge du dossier au sein de la BIU. Il revient et vous explique « *Je reviens de la réunion de restitution. Ça s'est bien passé. Bons échanges. Ils sont satisfaits de la qualité du travail, un peu moins des résultats, mais ça se comprend. Pour l'article, ils souhaitent que nous proposons à des chercheurs du pays de participer.* » Vous êtes évidemment surpris, car lors de la négociation de départ du contrat, cette question n'avait jamais été évoquée et l'ensemble des analyses a été fait par vous et votre équipe, donc aucune personne du pays. Il s'agit d'analyse de données secondaires. La BIU, qui finance l'intervention depuis 10 ans, mais aussi cette évaluation finale, souhaite que l'article de présentation des résultats dans une revue scientifique internationale soit écrit avec la participation (signature) d'une personne du pays.

Questions

- Quels sont les différents enjeux éthiques soulevés par ce cas?
- Quels sont les enjeux liés à un processus d'évaluation à distance et d'utilisation de données secondaires pour comprendre une intervention?
- Quels enjeux concernant la paternité de la signature de l'article sont posés dans ce cas?
- Comment auriez-vous réagi et qu'auriez-vous fait pour répondre à cette demande du financeur?

Conflit d'intérêts

Aucun déclaré

Conflicts of Interest

None to declare

Édition/Editor: Patrick Gogognon

Affiliations

¹ Centre Population et Développement (CEPED), Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Université Paris Descartes, INSERM, équipe SAGESUD, Paris, France

² Institut de recherche en santé publique de l'Université de Montréal (IRSPUM), Montréal, Québec, Canada

Reçu/Received: 26 Oct 2017

Publié/Published: 8 Mar 2018

References

1. Love AJ. Developing effective internal evaluation. San Francisco: Jossey-Bass; 1983. 108 p. (New directions for program evaluation, no. 20).
2. Shadish WR, Cook TD, Campbell DT. Experimental and quasi-experimental designs for generalized causal inference. Boston: Houghton Mifflin; 2002. xxi, 623.
3. Robert E, Ridde V. [L'approche réaliste pour l'évaluation de programmes et la revue systématique : de la théorie à la pratique](#). Mes Éval en Éducation. 2014;36(3):79-108.
4. Ridde V, Kouanda S, Kobiané J-F, Zongo S, éditeurs. Pratiques et méthodes d'évaluation en Afrique. Paris: L'Harmattan; 2016. 282 p. (Collection « Études africaines »).
5. Bamberger M, Rugh J. Composer avec les contraintes inhérentes à la pratique de l'évaluation. In: Ridde V, Dagenais C, éditeurs. Concepts et pratiques de l'évaluation de programme Manuel d'enseignement. Montréal: Presses de l'Université de Montréal; 2009.